

La dépense publique n'est pas une dépense ! **C'est d'abord un investissement**

Un des problèmes de la France serait son niveau de dépense publique (DP) trop élevé par rapport au PIB (57%) et laissant croire qu'il ne resterait que 43% pour les dépenses privées. Or la DP n'est pas une part du PIB. On peut éventuellement les comparer sous forme de ratio (moyen de rapprocher deux valeurs de nature différente). En effectuant la même comparaison sur d'autres chiffres on trouverait que la dépense privée des ménages et des entreprises peut être estimée à plus de 200 % du PIB...

La DP en France, d'environ 1 208 Mds en 2013 (en attente de chiffres 2014), se décompose en trois secteurs : le budget de l'État pour 33%, le budget des collectivités territoriales (CT) pour 20,5 % et le budget de la protection sociale (*couverture vieillesse, maladie, accidents du travail, chômage, famille, autres prestations sociales*) pour 46,5%. Les DP recouvrent aussi le fonctionnement de services publics dont les rémunérations des personnels et l'investissement.

Ainsi une grande partie des DP va à la protection sociale et à la santé (socialisées en France contrairement à d'autres pays, par exemple aux USA, où l'assurance sociale est du domaine privé et donc non comptée dans les DP). La comparaison de ce ratio entre pays est donc souvent biaisée car le périmètre pris en compte n'est pas identique entre les pays. Ces « DP » sont alimentées par les cotisations ou l'impôt et ce sont également des revenus pour nombre de citoyens (retraites, allocations familiales, salaires,...).

Soulignons que ces prestations sont réinvesties dans l'économie réelle et non dans la spéculation ou l'évasion fiscale.

Pourquoi dénoncer la DP alors ? Les financements publics ou socialisés, comme par exemple les retraites par répartition, échappent aux circuits (marchés) financiers privés ou aux secteurs privés. Moins de dépenses publiques, moins de services publics créent généralement des nouveaux marchés pour le secteur privé et satisfont les marchés financiers (dont les fameux fonds de pensions). Là est le risque, ou rester dans un système solidaire soucieux de l'intérêt collectif, ou basculer vers le privé pour le profit de quelques uns au détriment du plus grand nombre !

Pour conclure : ce n'est pas une tare d'avoir un ratio élevé de DP sur PIB, c'est tout simplement le signe d'une forte socialisation, mutualisation et redistribution. C'est un choix de société au bénéfice de tous.

Face aux conséquences des politiques austéritaires (chômage, précarisation,...) ou tout simplement des aléas de la vie, nous avons besoin de citoyens éduqués, formés, en bonne santé et « assistés » lorsque ceux-ci subissent les restructurations capitalistes synonyme de chômage, précarisation et pauvreté !

Diminuer la dépense publique, comme c'est le principe des politiques austéritaires* du gouvernement actuel (mais aussi des précédents), devient un facteur récessif pour l'économie (en particulier pour l'investissement public), qui appauvrit de plus en plus de citoyens et mine la cohésion sociale.

pascal.anger@snefsu.net

* De 2013 jusqu'en 2017 les budgets publics (Etat, CT, Protections sociales) auront diminué a minima de 80 Mds (4% du PIB). Et la Commission Européenne demande à la France encore 30 Mds d'économies supplémentaires jusqu'en 2017 !